

Lawrence Wilkerson : Israël a tout misé sur la guerre avec l'Iran – et a perdu

Le colonel Lawrence Wilkerson est un colonel à la retraite de l'armée américaine et l'ancien chef de cabinet du secrétaire d'État des États-Unis. Le colonel Wilkerson évoque les graves difficultés auxquelles Israël et les États-Unis sont confrontés. Israël réagit au déclin de son soutien aux États-Unis en promouvant la Section 244, qui intégrera légalement Israël dans le complexe militaro-industriel américain. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> YouTube : <https://www.youtube.com/@GDiesen1> Soutenez la recherche : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdiesen Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous sommes rejoints une fois de plus par le colonel Lawrence Wilkerson, ancien chef de cabinet du secrétaire d'État américain. Merci d'être revenu parmi nous. J'aimerais vous interroger aujourd'hui sur ce qui se passe en ce moment entre Israël, l'Iran et les États-Unis. On a assisté, je crois, à quelque chose d'assez remarquable. En gros, l'Iran a étendu sa dissuasion jusqu'au Liban. Il a attaqué Israël parce qu'Israël avait attaqué le Liban. C'est, à un certain niveau, assez extraordinaire. Israël n'a donc pas eu besoin d'attaquer directement l'Iran. Et pourtant, Israël semble refuser d'accepter cette dissuasion élargie. Mais, encore une fois, il n'a pas vraiment son mot à dire, donc il ne peut qu'avancer. Comment évaluez-vous la situation aujourd'hui ?

#Lawrence Wilkerson

Ça empire de minute en minute. Je fais référence à Ehud Barak, que vous connaissez, ancien Premier ministre d'Israël. Je le cite : « Ni la pression militaire, ni le fait de raser le sud du Liban ne peuvent faire tomber le Hezbollah. » Fin de citation. Il a raison, l'ancien Premier ministre. Mais Bibi est coincé, vraiment coincé entre le marteau et l'enclume. D'un côté, l'enclume, si on peut dire, c'est Trump. Et de l'autre, le marteau, ce sont ceux qui font campagne contre lui, en disant qu'il n'est pas assez ferme sur la sécurité nationale d'Israël et, en plus, qu'il s'incline devant le président Trump. Donc, quoi qu'il fasse, il perd. Et à mon avis, il va perdre.

Je pense qu'il est en train de vivre sa première vraie défaite marquante de toute sa longue carrière politique. Du coup, c'est devenu, comme disaient souvent mes étudiants, autant, sinon davantage, une question intérieure pour Israël, et un enjeu politique pour Netanyahu — un enjeu politique personnel pour lui — qu'un sujet lié à la sécurité des États-Unis, d'Israël, ou même de l'Iran. Et dans

tout ça, j'étais justement sur un autre podcast récemment, on en a parlé, et j'ai un peu insisté sur ce point. Tout ça passe à côté du vrai fond du problème, de ce qui est en jeu dans cette partie du conflit. Ce dont il s'agit vraiment, c'est de l'existence d'un État palestinien, et de ce qu'Israël a fait, entre-temps, aux Palestiniens.

Et je ne parle pas seulement de ce qui a commencé le sept ou le huit octobre, mais bien de toute l'histoire de la Nakba et de la relation entre Israël et les Palestiniens. Une relation de plus en plus marquée par le conflit, entre occupé et occupant, avec, comme vous le savez, un ensemble très précis de règles et de lois qui vont avec, et qu'Israël ignore complètement, et a ignorées depuis le début de cette situation. Alors, si on n'arrive pas à aborder cette question — ou plutôt, si on ne veut pas l'aborder — on tourne en rond. En réalité, ce qui se passe aujourd'hui, c'est que des Palestiniens continuent de mourir, à un rythme d'environ trente à trente-cinq par jour. Et ils meurent de toutes sortes de choses. Ils meurent sous les balles, sous les bombes, sous la brutalité, mais aussi à cause d'une situation humanitaire qu'Israël entretient, une situation qui ressemble à un système mafieux, où, par exemple, une douzaine d'œufs coûte deux cent cinquante dollars aux Palestiniens. Et tout cela enrichit beaucoup de monde, y compris de nombreux Égyptiens.

Et tout ça, c'est juste là, sur le côté. On regarde le Hezbollah. On regarde Dahiya. On regarde Beyrouth. On regarde ce que fait Israël au Liban, ce qui est, bien sûr, inadmissible. Ça l'est toujours quand Israël agit ainsi, surtout envers les Libanais ou les Palestiniens. Et pendant ce temps, on se laisse distraire de ce qui est, à mon avis, le vrai sujet ici. Il est résumé dans ce titre du Haaretz que j'aimais citer : tout ce que l'Iran a à faire pour gagner, c'est ne pas perdre. Tout ce que les États-Unis et Israël doivent faire — et ça inclut, je pense, l'avenir de Bibi Netanyahou, que ce soit en prison ou en héros — c'est gagner de façon spectaculaire. Et ça, on ne va pas le faire. En réalité, on a déjà perdu.

#Glenn

En réalité, on a déjà perdu.

#Lawrence Wilkerson

Peu importe combien Bradley Cooper s'en défend, peu importe combien de nouveaux drones rétro-conçus il achète pour attaquer l'Iran, peu importe combien de bombes il prévoit de larguer, nous avons perdu. Il y a un autre article, dans le **Jerusalem Post**, qui revient longuement sur la théorie de Mackinder, si on veut, mais qui soulève tout de même des points intéressants. Il dit que l'Iran n'a pas une seule arme nucléaire, mais trois. La première, c'est le détroit d'Ormuz. Et nous avons clairement démontré que nous ne savons pas comment gérer cette arme-là. La deuxième, c'est sa relation, à la manière de Mackinder, avec la puissance du cœur continental, c'est-à-dire la Russie et la Chine. Et là, on parle vraiment du cœur du continent. Et puis la troisième arme nucléaire, c'est celle que l'Iran est probablement en train de fabriquer en ce moment, ou qu'il a peut-être déjà terminée, et qu'il pourrait tester à tout instant.

Ou alors, peut-être que c'est le Pakistan qui l'a donné, selon la version de la rumeur à laquelle on croit. Alors, où en est-on dans tout ça ? On en est au point où le président Trump déclare qu'il n'a jamais dit qu'il serait le président qui ne déclencherait pas de guerre. Sérieusement ? Vous plaisantez ? Je veux dire, vos mensonges sont innombrables, sur absolument tous les sujets dont vous parlez, mais celui-là, franchement, il dépasse l'entendement. Et je pense qu'en même temps — il faut que je parle de la situation intérieure, ici, dans ce pays — on fonce droit vers la catastrophe, à mon avis, en ce qui concerne les élections de mi-mandat. Et je n'ai aucune idée de ce qu'il compte faire face à ce désastre. Pendant ce temps, Tom Cotton au Sénat, et d'autres à la Chambre, mais surtout Johnson, le président de la Chambre, travaillent à nous coller à Israël d'une manière telle que, une fois le ciment sec, rien ne pourra plus nous en détacher. Et c'est Israël qui en tirera la plus grande partie des avantages.

C'est à peine croyable. On n'inventerait pas un truc pareil. Ce qu'on est en train de faire, c'est incroyable. Et tout à l'heure, juste avant de venir te parler, je me suis dit : tiens, je vais jeter un œil à mon menu YouTube, parce que j'ai mis en place un petit système. Je regarde, je fais défiler toutes les interviews des dernières vingt-quatre heures, avec des gens comme toi, Doug Macgregor, John Mearsheimer, Jeffrey Sachs, et plein d'autres que je suis régulièrement. Pas une seule sur l'Ukraine. Pas une seule. Rien d'identifiable dans les titres, en tout cas. Peut-être qu'ils en parlent dans le podcast, dans le contenu même, mais pas dans les titres. Alors, où est passée l'Ukraine ? Où est-elle ? Nulle part. En réalité, la situation devient de plus en plus dangereuse. Et je ne m'attends pas à ce que Poutine utilise une arme nucléaire demain matin, mais je peux très bien m'attendre à ce qu'il le fasse un jour, si on continue sur cette voie avec ces idiots en Europe. Voilà, en résumé.

#Glenn

Eh bien, sur la question de l'Ukraine, je suis tout à fait d'accord. Après cette rencontre, au Forum économique international de Saint-Pétersbourg, Poutine a de nouveau adopté un ton très calme, sans confrontation. Mais j'ai l'impression qu'il se retrouve de plus en plus isolé sur ce sujet. Son Conseil de sécurité nationale ne le suit pas. Et toutes les personnes autour de lui semblent dire que ça suffit, que trop c'est trop. Vous savez, les Européens expriment ouvertement leur intention de continuer à nous attaquer. On sait qu'ils utilisent le territoire des pays de l'OTAN pour le faire. On sait que ce sont leurs armes. On sait qu'ils assurent le ciblage. Alors, pourquoi est-ce qu'on ne fait rien ?

En gros, l'inaction devient beaucoup plus dangereuse que l'action, du moins de leur point de vue. Donc, je ne sais pas combien de temps Poutine va encore retenir tout ça. Et je pense que, pour beaucoup en Occident, c'est difficile à comprendre, parce qu'on leur a appris que Poutine est le mal incarné. Mais en réalité, c'est lui qui maintient la retenue russe, et cette retenue commence à coûter très cher à la Russie, au point qu'elle pourrait bientôt être abandonnée. Alors non, je pense qu'on

avance en somnambules vers une catastrophe majeure. Et, euh, oui, je crois... je ne sais pas si vous avez utilisé le mot "idiots en Europe", mais ce serait sans doute un terme assez juste, disons, pour désigner la classe politique et leurs relais dans les médias.

#Lawrence Wilkerson

Regardez Starmer. Je parie que vous ne pourriez pas sortir d'un immeuble à Londres, ou n'importe où en Angleterre, peut-être même en Grande-Bretagne, sortir et demander : « Vous soutenez Keir Starmer ? » et trouver quelqu'un qui réponde oui. Et pourtant, c'est toujours lui le chef. On pourrait dire des choses similaires à propos de Macron. Et comme, comment elle s'appelle déjà, Alice Weidel, je crois, la dirigeante de l'AfD en Allemagne, l'a dit... à mesure qu'elle gagne en influence — et je suis très curieux de voir où elle va finir par arriver — on se pose des questions sur l'Allemagne, le pays le plus important d'Europe, à mon avis. Et cette interrogation est renforcée par ce que vous venez de décrire très justement.

Le fait est qu'ils n'ont pas l'air de s'en soucier. Ils ne semblent pas comprendre ce qu'ils sont en train de provoquer. Ils ne semblent pas réaliser, par exemple, qu'ils pourraient déclencher quelque chose. Imaginons que Poutine frappe une cible clairement liée — et je n'ai aucun doute que ses services de renseignement peuvent le savoir très facilement — à des attaques contre la Russie, ou à un soutien à ces attaques, en Lituanie, en Lettonie, en Estonie... peu importe le pays, vraiment. Et qu'il l'attaque directement. Alors, qu'est-ce qui va se passer ? Ils vont se réunir à Bruxelles, se taper sur la poitrine, et dire : "D'accord, article cinq, article cinq." Et les États-Unis vont les regarder et leur dire : "Allez vous faire voir."

Je ne te rejoins pas sur l'article cinq. Enfin, après tout, il a frappé quelque chose qui représentait un danger pour lui. Même si c'était nous qu'il avait touchés, ça aurait très bien pu être nous, ou nous et les Britanniques, ou d'autres encore. Comme tu l'as dit, c'est — pour reprendre les mots de Barbara Tuchman — une marche vers la folie. C'est de l'entêtement, mais les conséquences et les circonstances sont complètement différentes, même si on repense au désastre qu'a été la Première Guerre mondiale, et encore plus à la Seconde. Là, on parle de conséquences nucléaires, joliment emballées avec un ruban rouge et un peu de parfum dessus. On ne peut pas ignorer ça. Et j'aime ce que tu as dit à propos de Poutine, parce que c'est aussi comme ça que je le perçois.

En ce moment, il retient littéralement l'eau derrière le barrage. Ce n'est pas comme si, dans ce pays, les gens disaient qu'il faisait face à une forte opposition à ce qu'il fait. Ils veulent que la guerre se termine. Oui, peut-être qu'ils veulent que la guerre se termine, mais ils la veulent terminée aux conditions strictement russes. Et c'est eux qui le freinent, dans sa prudence, sa retenue, et dans sa volonté de faire tout ce qu'il peut, tant qu'il n'entre pas directement en guerre avec l'OTAN. Même si, à mon avis, parfois, quand il parle, ou quand Sergueï Lavrov parle, ça me donne l'impression qu'ils ont eu des réunions où ils se sont dit : « Bon, tôt ou tard, on devra aller à la guerre, quand eux le feront. »

Je n'ai aucun doute que l'état-major russe travaille d'arrache-pied sur des plans pour ça, d'un bout à l'autre, probablement en commençant par Kaliningrad. Mais c'est une situation très dangereuse, et on ne semble tout simplement pas en avoir conscience. Quand on regarde nos médias ici, Glenn, on a l'impression que l'Ukraine n'est qu'un sujet secondaire, dont on parle peut-être une fois par semaine, juste pour rappeler à quel point Poutine est un salaud. Et ce qui se passe au Levant, même si ça a des conséquences énormes, parce qu'on dirait que Trump est en train de perdre, eh bien, beaucoup de gens dans ce pays — je dirais peut-être cinquante à soixante pour cent des gens lucides — ne s'en préoccupent pas vraiment.

C'est difficile à dire, mais je crois vraiment qu'ils ne sont pas très favorables à cette guerre. Sûrement pas les jeunes — ceux qui viennent tout juste d'enregistrer leurs opinions avec ce nouveau système qu'on met en place pour le service sélectif et la conscription. Et la plupart des sondages, franchement, les résultats m'ont même surpris. Les jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans ne disent pas seulement non. Ils disent : « Non, moi, je serai au Mexique ou au Canada. Je ne veux pas de ça. » Et on ne peut pas vraiment leur en vouloir, vu les circonstances. Et puis, on voit des anciens combattants s'exprimer, comme ce matin. Cet homme-là, par exemple, a servi plusieurs fois en Afghanistan et une fois en Irak. Et il dit : « Voilà ce qu'on a fait. Voilà ce qu'on a fait pour l'Amérique des grandes entreprises. Voilà ce qu'on a fait pour Lockheed Martin. »

Voilà ce qu'on a fait pour un président qui ne savait pas ce qu'il faisait. Pour des présidents, au pluriel, qui ne savaient pas ce qu'ils faisaient. Voilà ce qu'on faisait pour la machine de guerre. Voilà ce qu'on fait pour le complexe militaro-industriel. On le sait très bien. Et ces jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans, qui vont peut-être être appelés sous les drapeaux, ils ne le savent peut-être pas de façon à pouvoir le formuler clairement, mais une chose est sûre : ils n'iront pas faire la guerre pour Donald Trump. Alors pourquoi on parle encore de ça ? Et pourquoi on s'intéresse, comme on me dit que l'amiral Bradley Cooper le fait, à un drone iranien rétro-ingénié qu'on pense être un « game changer » en Iran ? Rien ne va changer la donne en Iran. Aucun drone, aucun gadget de guerre, rien de tout ça ne changera quoi que ce soit. Parce que cette théorie de Mackinder, à mon avis, elle est juste.

Une arme nucléaire, c'est le détroit d'Ormuz. La deuxième, c'est la relation avec la Russie et la Chine. Et la troisième, c'est celle qu'ils construisent, ou que le Pakistan va leur donner. Voilà à quoi vous êtes confronté aujourd'hui. Peut-être que vous le savez déjà, parce qu'on a l'impression, ces derniers temps, que vous cherchez des issues, prudemment, méthodiquement. Vous cherchez sans cesse une porte de sortie, sans pour autant entacher votre réputation de plus grand président que le monde libre ait jamais connu. Malgré tout, je pense qu'il veut en sortir. Mais ils sont coincés. Bibi et lui sont coincés. Bibi, lui, est pris dans un contexte politique où son opposition, qui risque de le battre s'il recule d'un pas, lui dit qu'il n'est pas assez dur au Liban. Qu'il sacrifie la sécurité d'Israël pour Donald Trump.

Tu ne fais pas ce que tu devrais faire à Gaza. Tu ne les achèves pas. Tu les tues, oui, mais pas assez vite, et tu ne les élimines pas complètement. Et Trump lui dit de ralentir, voire de ne pas faire ci, de

ne pas faire ça, surtout de ne pas bombarder à Dahiya, dans le sud de Beyrouth. Alors, qu'est-ce qu'il fait ? S'il choisit une option, il risque de perdre l'élection, d'aller en prison et de finir sa vie dans la honte. S'il choisit l'autre, Barack lui dit qu'il n'accomplira rien. Et je pense que Barack a raison. En plus, il a maintenant l'avantage sur lui, à mon avis. Et ce matin, une des personnes avec qui je parlais répétait : des proxies, des proxies, ce sont des proxies.

Les Houthis, le Hezbollah, le Hamas... on dit que ce sont des proxies. Moi, j'ai dit non, ce ne sont pas des proxies, ce sont des alliés. Des alliés, tout comme nous avons nos propres alliés. Et ce ne sont pas non plus des terroristes. Je peux vous faire un bon argument juridique, aussi bien dans le cadre du droit international que du droit national. Je peux construire un argument solide sur la notion de puissance occupante et de peuple occupé, et même justifier la position du Hamas. Ce n'est pas vraiment une excuse. Ce sont des combattants de la liberté, selon la vision de Ronald Reagan. Il disait, je crois, qu'un combattant de la liberté pour les uns est un terroriste pour les autres. Et je peux faire le même raisonnement pour le Hezbollah, et pour tous ceux qui se battent aux côtés de l'Iran. Ce sont des alliés de l'Iran, et ils agissent comme tels.

Au fond, et c'est un point qu'on oublie sans arrêt, les médias de ce pays refusent d'en parler de façon claire et sensée. On passe à côté de ce que MBS, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la bienveillance, lui, ne rate pas — les Palestiniens. Tout tourne autour des Palestiniens, d'un État viable, et d'un chemin pour y parvenir. Ça fait des années que tout repose là-dessus. Tout se résume à ça. Et aujourd'hui, l'Iran est devenu le principal défenseur des Palestiniens, tout comme ses alliés, le Hezbollah et les Houthis. Il faut caractériser le conflit correctement pour pouvoir le traiter correctement — c'est un principe fondamental, que ce soit chez Sun Tzu, Clausewitz, ou d'autres. Mais nous, on refuse de le faire, et du coup, on enchaîne erreur sur erreur, encore et encore. Voilà, c'était ma leçon.

#Glenn

Eh bien, comme vous l'avez dit, je pense que oui, résoudre la question palestinienne, c'est clairement le cœur du problème. Et si Israël opérerait un vrai changement dans sa politique étrangère, c'est-à-dire s'il abandonnait cette stratégie du « Clean Break », qui consiste simplement à dominer son voisinage, je pense qu'on devrait... Même Kagan l'a apparemment abandonnée. Oui, je sais. À ce stade, Israël doit trouver un moyen de s'entendre avec l'Iran. Mais pour y parvenir, il faut d'abord essayer de régler la question palestinienne. Parce que, dans une certaine mesure, je peux comprendre pourquoi les Israéliens ont agi comme ils l'ont fait ces trente dernières années. Quand on a derrière soi l'hégémon mondial, les États-Unis, qui vous disent que vous n'avez pas vraiment besoin de faire de compromis, pourquoi en feriez-vous ? Mais quand on voit que cet hégémon est en déclin, et qu'on sera demain dans une position plus faible qu'aujourd'hui, c'est sûrement le moment de conclure un accord.

#Lawrence Wilkerson

Ils sont en train de le consolider. Ils le renforcent avec Tom Cotton au Sénat et Johnson à la Chambre, avec la section deux cent vingt-quatre de la loi de défense nationale pour deux mille vingt-sept. Ils soudent littéralement Israël et les États-Unis dans une alliance qu'on ne pourra pas briser. Donc oui, tu as raison. Tu as raison. Mais ces gens mènent une bataille de retardement qui, à mon avis, va sérieusement bouleverser ce pays.

#Glenn

Oui, c'est justement ce que je voulais demander, parce qu'on voit maintenant les Iraniens étendre leur dissuasion jusqu'au Liban. Mais j'ai aussi vu aujourd'hui un rapport du porte-parole politique du Hamas, Hassan Qassem, qui expliquait que les Iraniens l'avaient contacté pour lui faire savoir que tout cessez-le-feu inclurait désormais aussi Gaza. Autrement dit, Israël ne peut plus avoir un cessez-le-feu avec l'Iran tout en continuant le massacre à Gaza. Donc, en gros, oui, c'est une vraie pression qui s'exerce.

#Lawrence Wilkerson

J'ai lu tout ce que j'ai pu là-dessus hier soir. Franchement, c'est une situation complètement absurde. Vous savez, une douzaine d'œufs peut coûter jusqu'à deux cents dollars. Un litre de carburant peut valoir soixante-quinze, quatre-vingts dollars, en équivalent américain. C'est parce que les Égyptiens, les Israéliens... oui, beaucoup d'Israéliens, bien sûr, sont impliqués là-dedans, surtout ceux qui gèrent différents aspects de ce qu'on appelle, entre guillemets, l'opération humanitaire. Ils font fortune avec ça, une fortune sur le dos des Palestiniens, juste pour qu'ils puissent boire un peu d'eau propre, avoir un peu d'électricité, un peu de nourriture. Les prix sont tout simplement incroyables. Le marché noir aussi est incroyable. Et Israël soutient tout ce système.

Et d'après ce que je vois, il y a aussi une grande partie de la population égyptienne qui soutient ça. Ça me rappelle ce qu'on a dû faire pour faire sortir cette femme de là. Revenons un peu en arrière. On avait une famille à Rafah. C'était la famille de Rachel Corrie, vous vous en souvenez peut-être. Moi, oui, très bien. À l'époque, j'étais chef de cabinet au département d'État, et j'essayais de pousser Israël à reconnaître qu'ils l'avaient tuée. Je savais qu'ils l'avaient tuée. J'avais vu les preuves. Ils l'avaient tuée. J'avais vu la vidéo du bulldozer. Mais ils n'ont jamais voulu reconnaître quoi que ce soit. Ils n'ont jamais mené d'enquête qui ait eu la moindre valeur. Ils n'ont même pas répondu au secrétaire Powell. Enfin, si, ils lui ont envoyé une réponse purement formelle : nous avons mené ces enquêtes, et cetera.

On essayait de... c'était la même famille que Rachel protégeait ce jour-là, quand elle a été tuée par le bulldozer israélien. On essayait maintenant de les faire sortir, de les aider un peu, avec une femme enceinte parmi eux, pour les amener jusqu'à Rafah. Et le prix pour les faire sortir, avec les Égyptiens comme principaux intermédiaires, n'arrêtait pas d'augmenter. À la fin, ça dépassait les cent mille dollars. Vous savez, tout le monde profite de la situation d'une manière assez sordide pour se faire de l'argent, et Israël est l'un des plus gros bénéficiaires de tout ça, en plus de rendre tout

cela possible. Alors moi, j'applaudis l'Iran. Bravo à vous, l'Iran. Ramenez la discussion sur le vrai problème.

#Glenn

Mais sur cette vraie question, celle de freiner un peu Israël, on voit qu'il y a déjà, eh bien, plusieurs formes de retenue. C'est en partie équilibré par les Iraniens. Eux aussi sont engagés dans leur combat avec le Hezbollah. Ils ne réussissent pas face aux Palestiniens. Mais je pense que le point clé, peut-être même le plus important, là où Israël est en déclin, c'est sur le plan de son image internationale. Et surtout aux États-Unis, parce que ce sont les Américains qui fournissent l'argent, les armes, et aussi le renseignement pour mener tout ça. Mais aujourd'hui, on voit que, comme le soutien à Israël diminue, il y a un effort pour, en quelque sorte, intégrer Israël juridiquement dans le complexe militaro-industriel américain. Et c'est ce que prévoit cette nouvelle section deux cent vingt-quatre. Je me demandais si vous pouviez expliquer ce que cela signifie concrètement. Qu'est-ce qui est vraiment en jeu ici ?

#Lawrence Wilkerson

Je pense que c'est très dangereux. D'abord, laissez-moi revenir un peu en arrière, à l'époque de Donald Rumsfeld et de Colin Powell. Quand Donald Rumsfeld a tenté quelque chose de similaire, mais de façon beaucoup plus limitée, il voulait récupérer certaines prérogatives du Département d'État que le Congrès avait toujours confiées à ce dernier, et non à la Défense. Même si la Défense dépensait l'argent, c'était le Département d'État qui décidait à quoi il servait et, le cas échéant, à quel pays il allait. Quand Rumsfeld est allé voir le Congrès, après que Powell avait déjà informé nos commissions parlementaires, le Congrès lui a dit : rentrez au Pentagone, on ne fera pas ça. Et si je vous raconte cet épisode, c'est parce que, pour le Congrès, cela signifiait qu'il perdrait toute visibilité sur la façon dont cet argent serait dépensé. Ils savaient que si le Département d'État restait l'arbitre, pour ainsi dire, et que le Département de la Défense n'était que le distributeur, au moins le Département d'État ferait un travail raisonnable.

Sa section des Affaires politico-militaires, par exemple, celle dont Josh Paul a récemment démissionné — vous vous en souvenez peut-être — à cause, disait-il, des violations de cette supervision par Biden, Blinken et Sullivan. Le département d'État, au moins, permettait encore au Congrès de garder un œil sur ce qui se passait, à travers ses différentes commissions et tout le reste. Eh bien, ce qu'ils essaient de faire avec la section deux cent vingt-quatre — et encore pire, même si je ne l'ai pas encore lue, la section que Tom Cotton pousse au Sénat, qui viendra compléter celle-ci quand le projet de loi passera en commission mixte avant d'être adopté — c'est encore pire. En gros, ça veut dire que tout ce qui se faisait auparavant par un protocole d'accord d'une durée de dix ans, ou d'une autre période, qui dans ce cas aurait été conclu pour deux mille vingt-sept, et qui aurait fixé, en substance, trois virgule huit milliards de dollars par an, ou quatre milliards — Netanyahu voulait monter à cinq milliards — tout cela serait désormais inscrit dans la loi, mais selon cette nouvelle procédure.

Chaque centime, pour ainsi dire, devrait être conforme aux lois que nous avons. On ne peut pas utiliser cet équipement pour tuer des civils — des hommes, des femmes, des enfants, et ainsi de suite. Alors oui, Biden, Blinken et Sullivan sont devenus très, très illégaux. Ils ont enfreint la loi en ce qui concerne cette autorisation et cette supervision au début du conflit. Mais au moins, à ce moment-là, il y en avait une. Maintenant, il n'y en aura plus du tout. Il n'y aura aucune supervision sur ces dépenses, et aucune véritable garantie que l'argent ne va pas grimper en flèche dans ce dispositif. Et le partage qui va avoir lieu — du renseignement, de la technologie, de tout ce qui touche au complexe de sécurité dans les deux pays — eh bien, je vous laisse deviner qui en profitera le plus. Comme toujours, ce seront les Israéliens, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept.

Et si ça ne suffisait pas, le Département de la Défense — appelez-le comme vous voulez — le DOD donc, et tout l'appareil de sécurité américain qui passe par lui, seront complètement liés à Israël. Ce sera pareil pour Lockheed Martin, RTX, Boeing, Grumman, et les autres grands sous-traitants de la défense, avec leurs technologies, leurs laboratoires, et tout ce qui va avec. Alors, certains diront : oui, mais ce sera aussi le cas pour Israël. Eh bien, j'ai une nouvelle pour vous. Malgré tout le battage autour du puissant et soi-disant redoutable complexe sécuritaire israélien, ça fait très, très longtemps qu'ils n'ont rien produit de vraiment remarquable. Regardez la plupart des équipements qu'ils utilisent, et qu'ils utilisent sans relâche : ils sont fabriqués aux États-Unis, ou bien en Israël, mais sous contrat avec les États-Unis.

Donc, ça change tout. Et ils le savent. Bibi a en fait utilisé un membre du Congrès américain. On a un enregistrement de l'appel téléphonique. Il a vraiment utilisé un membre du Congrès pour rédiger cette section deux cent vingt-quatre, la présenter, et faire le sale boulot à sa place au Congrès américain. Et pendant la conversation, Bibi a remercié ce type pour ce qu'il faisait pour Israël. Parce que ce qu'il a fait, c'est essentiellement lancer quelque chose en sachant très bien que ça attirerait l'attention de tous ses collègues pro-Israël. Et il l'a fait. Et Tom Cotton fait exactement la même chose au Sénat. Maintenant, je ne sais pas si Tom a reçu un appel de Bibi Netanyahu, ou deux, mais je sais qu'il a probablement été poussé à le faire par des contacts qu'il a en Israël.

Il est, à bien des égards, presque un sous-traitant de la défense pour Israël. Donc, quand on met tout ça bout à bout et qu'on retire tout contrôle, la relation devient encore plus marquée que, disons, celle entre les États-Unis et la Californie, ou entre les États-Unis et le Texas. Israël n'est pas seulement le cinquante et unième État sur le plan de la sécurité et du renseignement. Vous pouvez en être sûr. C'est présent à la Maison-Blanche vingt-quatre heures sur vingt-quatre, au Congrès vingt-quatre heures sur vingt-quatre. C'est insidieux, perfide et dangereux, surtout pour les États-Unis. Et puis, dernier point, c'est en contradiction — et c'est bien pour ça que ça se produit — avec l'opinion d'au moins cinquante-sept à soixante pour cent des citoyens américains, qui expriment clairement leur position sur ce sujet, sur la guerre et sur cette relation en général.

C'est la même chose pour laquelle Charlie Kirk a été assassiné. C'est un développement terrible, mais compréhensible du point de vue de Bibi Netanyahu, parce que sinon, il était en train de tout

perdre. Souvenez-vous, il avait commencé à préparer le terrain en disant : « On n'a plus besoin du protocole d'accord. On n'a plus besoin des États-Unis. On a notre propre système. On peut faire tout ce qu'on veut. » C'était sa manière de parler. Mais il savait très bien ce qu'il faisait en coulisses. Il savait que tout ça allait passer d'un protocole d'accord, renouvelable tous les dix ans et soumis à un contrôle, à quelque chose de permanent, avec très peu, voire aucun, contrôle.

#Glenn

C'est assez extraordinaire que les États-Unis soient prêts à...

#Lawrence Wilkerson

Je doute qu'il y ait jamais eu une relation pareille dans un groupe d'États modernes. Je veux dire, l'OTAN... Un critique, enfin, pas forcément un critique d'Israël, mais un général de l'armée me disait l'autre jour : « Nous, on n'a même pas ça avec l'OTAN. » Exactement, on ne l'a pas. On n'a ça avec personne d'autre dans le monde.

#Glenn

Mais tout ça aura forcément une réaction, non ? Je veux dire, si les États-Unis se retrouvent juridiquement coincés dans un accord de ce genre avec les Israéliens, où ils ont un tel accès sans aucun contrôle, ça pourrait produire l'effet inverse. Ça risquerait même d'alimenter encore plus le ressentiment. En fait, on voit bien qu'il y a, aux États-Unis, un courant qui grandit, des gens qui voudraient mettre un peu de distance, un peu de transparence, entre les États-Unis et Israël. Surtout parmi ceux du mouvement « America First ». Enfin, c'est ce que je me demandais.

#Lawrence Wilkerson

Glenn, je ne te contredis pas sur le long terme, mais on n'a peut-être pas de long terme. Ça ne se construira pas assez vite, parce que, comme je l'ai dit, il n'y a aucune supervision. Les Américains n'ont aucun moyen de savoir ce qui se passe en ce moment. Au moins, ils ont vu Josh Paul démissionner, et démissionner par protestation du bureau des Affaires politico-militaires au Département d'État, qui était justement chargé de cette supervision. Ils ont vu ça. Ils ont compris sa démarche quand il est sorti, qu'il a protesté, qu'il est devenu un orateur, et qu'il a créé un comité d'action politique, un PAC, qui est en fait un PAC anti-AIPAC. Et il est actif aujourd'hui. Il rassemble des gens, il soutient des candidats, et plusieurs de ses candidats ont déjà gagné. Donc c'est une lente accumulation de pouvoir anti-AIPAC, si on veut. Je devrais dire aussi anti-FDD, parce que le FDD est aussi mauvais qu'AIPAC. Mais ça prendra du temps. Et tout ça va se faire dans l'ombre. Les Américains ne verront donc aucun effet de tout ça en temps réel.

#Glenn

Alors, comment voyez-vous l'avenir plus large d'Israël, maintenant ? Parce que cette Section deux cent quarante-quatre, on dirait qu'elle lui redonne un peu d'élan, une sorte de nouveau souffle. Mais vu les problèmes actuels, surtout avec l'Iran qui étend sa dissuasion vers le Liban, Gaza, ou la Palestine en général... vers quoi tout ça se dirige, selon vous ? Parce qu'en même temps, avec cette initiative du « Grand Israël », ils sont en train de se mettre à dos la Turquie et les Saoudiens. Bon, ils ne font encore rien de vraiment concret, pas pour l'instant, mais avec toutes ces variables en même temps... comment imaginez-vous l'avenir d'Israël ? Oui.

#Lawrence Wilkerson

Très mauvais. Vous savez, ça fait un moment que je le dis. J'ai donné une conférence au National Press Club en deux mille seize, je crois, et je l'avais intitulée : « Israël, atout stratégique ou fardeau stratégique ? » Et j'ai clairement penché pour la deuxième option. J'ai même ressorti le rapport de l'état-major interarmées et du chef d'état-major des armées, rédigé pour George Marshall sur la situation en mille neuf cent quarante-huit. Et bien sûr, la recommandation adressée à Harry Truman, c'était : « Ne fais pas ça. Ne reconnais pas Israël quand il se déclare. Et si possible, en remontant un peu plus loin, ne soutiens pas le plan de partition. » C'était les Britanniques qui essayaient de nous attirer à reprendre leurs responsabilités, et ainsi de restaurer leurs intérêts impériaux à travers nous.

C'était un très bon rapport, et presque tout ce qu'il prévoyait s'est réalisé. Aujourd'hui, c'est devenu très difficile, surtout depuis la fin de la guerre froide, quand on n'a plus besoin, pour ainsi dire, d'un porte-avions insubmersible à l'extrémité de la Méditerranée. Très difficile, donc, de justifier même pourquoi Israël et les États-Unis entretiennent encore une relation. Et c'est extrêmement difficile quand on met de côté la Shoah dans cette réflexion. Je ne connais personne, doté d'un minimum de logique et de sens, qui puisse dire qu'une répétition de la Shoah n'est pas en train de se produire à Gaza et dans les environs, de la part de ceux qui ont vécu l'originale. C'est une réalité, à mon sens.

#Glenn

Et pourtant, on n'arrive pas à s'en détacher.

#Lawrence Wilkerson

Alors, pendant que je faisais mes recherches pour la conférence intitulée « Israël, atout ou handicap stratégique ? », j'ai dû me replonger dans les années de la guerre froide et examiner tout ça de près. Et peut-être essayer de formuler une idée, tu vois, fondée sur les réalités stratégiques de l'époque : tant qu'on considérait l'Union soviétique comme le danger qu'elle représentait, tant qu'on voyait Nasser comme une menace, par exemple avec sa République arabe unie, tant qu'on pensait que l'Égypte posait problème... eh bien, peut-être qu'Israël pouvait être vu comme un atout stratégique, dans une certaine mesure. Mais même à ce moment-là, j'avais mes doutes. À cause de ce que disait le rapport de l'état-major interarmées : en gros, quatre cents millions d'Arabes face au nombre de Juifs qu'il y avait à l'époque... ça ne tient pas la route. Ce rapport montrait surtout une sorte de

résidu, un reste de haine ou de mépris britannique, peu importe comment on veut l'appeler, envers les Arabes. C'est ça qu'il révélait.

Et le fait est que, comme l'a dit Moshe Dayan après la guerre de soixante-sept — que la citation soit authentique ou non, elle lui ressemble bien —, quand quelqu'un lui a demandé : « Comment avez-vous gagné cette guerre si vite ? », il aurait répondu : « Eh bien, ça aide de se battre contre des Arabes. » Ce genre de mépris existait déjà, et il existe encore aujourd'hui. Mais si on regarde les choses de près maintenant, et qu'on réfléchit à ce que les États-Unis devraient faire dans cette période de bouleversements post-guerre froide, avec un transfert de puissance spectaculaire de l'Ouest vers l'Est, il devient très difficile, à mon avis, de justifier notre présence en Asie du Sud-Ouest. Très difficile à justifier. Comme l'a montré l'Iran, avec son contrôle sur le détroit d'Ormuz et notre incapacité à vraiment contester ce contrôle, c'est lui le véritable arbitre de ce passage maritime que Jimmy Carter, en mille neuf cent soixante-dix-huit, considérait comme absolument essentiel à la sécurité nationale des États-Unis.

(Il voulait surtout parler du Japon et d'autres pays, parce qu'à cette époque-là, ce n'était pas vraiment essentiel pour notre sécurité, mais c'était clairement essentiel pour celle de certains de nos alliés.) Cela dit, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Et l'Iran a mis un point final à cette situation. Pourquoi ne pouvez-vous pas vous entendre avec l'Iran, au fond ? Pourquoi ne pas négocier la fin de cette guerre ? Pourquoi ne pas trouver une solution qui s'attaque au vrai problème ici — la Palestine ? Eh bien, vous ne pouvez pas, à cause de ce handicap. C'est justement ce que nous faisons, c'est ce que nous démontrons. Donc, la première chose à faire, c'est de transformer ce handicap en quelque chose de neutre, ou mieux encore, en un atout.

Est-ce que quelqu'un pense vraiment que Donald Trump a la finesse, les compétences, les talents diplomatiques, et tout ce qui va avec, pour faire ça ? Non. Donc on est coincés. On est coincés, et en plus, on l'est à un moment où la situation intérieure du pays paraît tendue, voire dangereuse. J'en viens donc à conclure que ce basculement du pouvoir, disons, à l'échelle mondiale, va se faire beaucoup plus vite que je ne le pensais. Et peut-être même que l'Ukraine y contribuera largement, au point qu'on se retrouvera avec un fichu conflit mondial, qui viendra mettre un point final à ce basculement. Et à la fin, bien sûr, nous ne serons plus que l'ombre de nous-mêmes — nous, les États-Unis d'Amérique. Notre situation actuelle, sur le plan concret, semble d'ailleurs le souligner avec force.

#Glenn

Eh bien, le détroit d'Ormuz a évidemment été, comme vous l'avez dit, une sorte d'arme nucléaire contre les États-Unis et contre Israël. Mais on a appris autre chose aujourd'hui. Après les attaques d'Israël contre l'Iran, on a entendu depuis le Yémen qu'ils annonçaient qu'à partir de maintenant, Israël n'aurait plus aucun accès à la mer Rouge. Autrement dit, dans le détroit, ils vont pratiquement le couper. Et les Américains se retrouvent dans une position compliquée, parce que s'ils intervenaient militairement pour contester cette décision, ils se retrouveraient eux aussi sur cette

liste. On voit donc déjà comment l'échelle de l'escalade est en train de se mettre en place. Et la question, c'est : comment voyez-vous la suite des événements ?

Comment tout ça va-t-il affecter, je dirais, les problèmes plus profonds ? Pas seulement pour Israël, mais aussi pour l'engagement des États-Unis à défendre Israël quoi qu'il arrive. Parce que là... eh bien, il n'y a pas vraiment de bonne issue. Je pense que ce que Trump essaie de faire, en gros, c'est de contrôler l'échelle de l'escalade. Dire aux Iraniens : d'accord, on a un cessez-le-feu, mais ensuite vous commencez à réduire certaines zones d'action. Nous, on peut vous imposer un blocus. On peut continuer à tuer des gens à Gaza. Le cessez-le-feu tient toujours au Liban, du moins en apparence. Mais quand les Iraniens montent sur l'échelle de l'escalade, c'est souvent disproportionné. Et le problème, c'est qu'ils peuvent continuer à monter, même face aux États-Unis. Alors, que vont faire les États-Unis maintenant ? Parce que, franchement, c'est une carte intéressante à jouer à ce moment précis.

#Lawrence Wilkerson

C'est une situation intéressante, au-delà de ce que je considère comme un désastre monumental en train de se construire. C'est intéressant, surtout pour quelqu'un comme moi, qui a enseigné ce sujet au Naval War College et au Marine Corps War College, et dans une certaine mesure dans deux universités civiles — autant qu'on puisse enseigner des questions militaires à des civils de dix-huit ou dix-neuf ans. Ce que nous observons aujourd'hui, à bien des égards — et c'est pour ça que je dis que c'est curieusement intéressant —, c'est une sorte de renversement de trente années d'enseignement, du moins sur certains points. Nous étions toujours préoccupés, et j'ai d'ailleurs écrit un article à ce sujet, par tous les détroits stratégiques du monde, tous ces passages étroits essentiels à l'échelle mondiale.

Et là-dedans, j'ai inclus plusieurs voies maritimes essentielles. J'ai parlé de la mer d'Okhotsk, du détroit d'Ormuz, du détroit de Malacca, de la mer Rouge, de Bab el-Mandeb, bien sûr du canal de Suez, du canal de Panama, et d'autres encore. Pendant que je travaillais là-dessus, j'ai laissé paraître quelques documents destinés à un usage militaire, où j'exposais l'idée que ces voies maritimes, telles qu'elles existaient, pourraient un jour servir à donner une leçon au monde. Et ce qu'on en a surtout retenu, pour les exercices de simulation et d'autres analyses, c'est qu'on pouvait se concentrer sur le détroit de Malacca. À cette époque, environ soixante-cinq pour cent du trafic mondial passait par ce détroit pour rejoindre la Chine ou d'autres destinations vers l'est.

Et on a fait quelques calculs pour voir combien ça coûterait de faire le tour, et on s'est rendu compte que ces trajets n'étaient pas si chers que ça. Et que, finalement, le détroit de Malacca n'était peut-être pas aussi essentiel qu'on le pensait. C'était surtout pratique, ça permettait d'économiser un peu d'argent, voilà tout. Mais pour d'autres zones, c'était beaucoup plus marquant. Et on a imaginé comment on allait déployer — je sais, vous allez avoir du mal à le croire — le Corps des Marines a en fait repris une partie de ces idées, il en a adopté certaines, adapté d'autres. Notre plan, c'était de placer de petites unités sur ces points terrestres stratégiques. Et grâce à la technologie, ces unités,

même très réduites et installées sur un espace limité, pouvaient contrôler une zone immense, surtout en mer.

Les contrôler, c'était pouvoir étouffer tous nos ennemis chaque fois que nous entrions en guerre. Et tout ça pour dire que ce qui en est ressorti est vraiment intéressant pour quelqu'un comme moi, qui a été impliqué dans tout ça jusque dans les moindres détails, et de voir comment tout cela a été retourné contre nous. Et comment, à l'avenir, certains de ces passages maritimes pourraient de nouveau être utilisés contre nous, au point de nous isoler complètement, avec seulement les Caraïbes, une côte pacifique et une côte atlantique encore accessibles. Le reste nous serait interdit, ou bien trop dangereux à traverser. Ça pourrait très bien arriver, et ça arriverait sûrement si on commence à déployer des armes dans l'espace, ou des choses de ce genre, ce qui fait partie de l'accord du Dôme doré.

Les gens ne se rendent pas compte de ce qu'on est en train de faire avec ce projet du Dôme doré. Tout l'argent qu'on y investit ne sera pas perdu, surtout pour ceux qui veulent militariser l'espace. Et on pourra contrôler beaucoup de ces points, un peu comme si on se tenait sur les épaules de l'eau, pour ainsi dire. Dans ma théorie, on pourra les contrôler depuis l'espace, et en gros, on pourra contrôler le trafic maritime. Tout ça pour dire : regardez ce qui se passe en réaction à ce genre de perspectives, regardez ce qui se passe. Ce n'est pas encore vraiment structuré, sauf peut-être avec la Chine, et peut-être avec la Russie, à une échelle régionale. Tout le monde se tourne vers les pipelines, les autoroutes et les voies ferrées.

D'une certaine façon, ils reviennent en arrière. Les pipelines, non... enfin, même là, d'une certaine manière, si. Bon sang, je peignais déjà des conduites de gaz et de pétrole au Texas quand j'avais seize ans. Donc on revient à des pipelines nord-sud, est-ouest. Et on s'éloigne de l'environnement maritime, à cause de tout ce que je viens de décrire, sans grande expertise, mais aussi parce que les armes spatiales vont compliquer les choses. Et vous allez me dire : oui, mais les armes spatiales peuvent aussi frapper les pipelines. Très bien, dans ce cas, on répare le pipeline. Par contre, c'est beaucoup plus difficile de repêcher un paquebot au fond de l'océan, ou de nettoyer le pétrole à la surface de la mer. Mais ces pipelines, eux, se multiplient partout.

Elles se multiplient à une vitesse que je n'aurais jamais imaginée. Et pourtant, je suis allé avec Powell au siège d'ExxonMobil, pour voir les oléoducs : ceux qui pompent déjà, ceux qui sont à l'étude, et ceux en construction. Et j'ai dit, et Powell était d'accord : « L'avenir du monde, il est là. L'avenir du monde, c'est la carte d'ExxonMobil. » Et aujourd'hui, cette carte est probablement dix fois plus dense en oléoducs. Regardez ce que MBS vient de faire, soi-disant avec l'investissement de son fonds souverain, dans l'oléoduc qui devait partir du nord de l'Arabie saoudite, passer par Haïfa, puis par Ceyhan, et rejoindre l'Europe, pour atténuer certains des problèmes liés au pétrole russe, et tout ce qui s'ensuit.

C'était le plan initial. Mais ça ne passe plus par Haïfa, à cause de ce qu'a fait Israël. Il a changé les plans. Maintenant, ça passe par le nord de la Syrie. Donc, c'est juste un mouvement tactique, si on

veut, mais ça pourrait devenir stratégique. C'est l'avenir. Oui, c'est l'avenir. Et ce que font la Russie et la Chine, à mon avis, surtout en Asie centrale, c'est qu'elles reconnaissent cet avenir et qu'elles préparent leurs plans en fonction de ça. Nous, non. Nous, on reste bloqués sur l'ancien système.

#Glenn

Mais c'est en fait l'ancien objectif de Mackinder : établir des corridors de transport terrestres pour priver les puissances maritimes de leur domination. Et on peut encore faire un parallèle avec ce qui se passe en Europe. Hier ou avant-hier, l'Union européenne a annoncé que ses missions navales en Méditerranée allaient désormais être élargies, pour leur permettre d'embarquer à bord de ce qu'ils appellent les pétroliers de la « flotte fantôme » russe. Mais à un moment donné, ils vont se rendre compte... enfin, c'est assez étrange de faire ça alors que le monde devient multipolaire, parce que les Russes et d'autres peuvent maintenant commencer à riposter. Eux aussi peuvent imposer des sanctions sur les navires occidentaux. Eux aussi peuvent commencer à les arraisonner. Donc, remettre en cause la liberté de navigation, maintenant, ça paraît assez destructeur. D'autant plus que les puissances eurasiennes disposent de corridors terrestres, alors que les Occidentaux, non. À mon avis, c'est une évolution vraiment très imprudente.

#Lawrence Wilkerson

C'est vraiment insensé. Et il suffit de peu pour que ça évolue, disons, vers quelque chose comme la traite des esclaves à travers l'Atlantique, et tout ce que ça a engendré en matière de piraterie. C'est tout ce qu'il faut. On se retrouvera avec des flottes hors-la-loi qui vogueront sur les mers, attaquant toutes les cibles possibles, parce qu'il n'y aura plus personne pour les arrêter.

#Glenn

Ça va être très difficile de rassembler tout ce qui est en train d'être brisé en ce moment. Je pense que c'est l'une des failles.

#Lawrence Wilkerson

Comme vous l'avez suggéré, ce sera un énorme changement dans les circuits du commerce mondial. Parce que les gens n'auront plus envie d'expédier à l'échelle mondiale. Ils n'auront plus envie de tout faire à l'échelle mondiale. Ils voudront faire les choses à l'intérieur de leur propre territoire, ou du moins de façon plus sûre et moins coûteuse. En général, l'arbitre, enfin d'après ce que j'ai compris du livre de... comment il s'appelle déjà... le livre de Frankopan sur la nouvelle Route de la soie, c'est qu'il est presque toujours moins cher de passer par la voie terrestre. On peut dire que c'est une règle générale, même si ce n'est pas forcément vrai partout. Mais dans l'ensemble, c'est presque toujours plus économique.

#Glenn

C'est aussi parce que les grandes puissances auront toujours un certain pouvoir en perturbant le commerce international. Les Allemands l'ont toujours compris. Vers la fin de chaque guerre, les Britanniques arrivaient, imposaient un blocus sur leurs ports, et ils pouvaient littéralement mourir de faim. Mais il y a aussi vingt-deux ans, lors de la Révolution des Roses... pardon, la Révolution orange, en Ukraine, largement soutenue par l'OTAN en deux mille quatre, ce qui inquiétait les Russes, c'était que la grande majorité du gaz allant de la Russie vers l'Europe passait par l'Ukraine. Autrement dit, si les États-Unis et leurs partenaires parvenaient à prendre le contrôle de l'Ukraine, ils pourraient alors unir les pays consommateurs d'énergie et les États de transit contre le fournisseur d'énergie, c'est-à-dire la Russie.

Mais maintenant, évidemment, quand on regarde les corridors terrestres nécessaires à la stabilité, on voit bien que les Russes se tournent vers la Chine. Je veux dire, ils partagent une frontière immense, sans pays entre les deux. Oui, il y a la Mongolie sur le côté, mais on peut la contourner. Et puis, ce n'est pas facile de s'emparer de la Mongolie, de toute façon. En fait, tout ça fait partie, je pense, du calcul qui rapproche aujourd'hui la Chine et la Russie. Ils peuvent littéralement se tenir dos à dos. Il n'y a aucun moyen de perturber ce partenariat. Et franchement, je crois qu'une grande partie de ce que nous avons fait va clairement à l'encontre de nos propres intérêts.

#Lawrence Wilkerson

Mais si on regarde... oui, si on regarde le livre de Frankopan d'un point de vue global, je dirais, et qu'on observe les cartes qu'il y a dans ce livre, ainsi que d'autres cartes disponibles aujourd'hui, on voit que quelqu'un, enfin, s'est intéressé aux chemins de fer et a commencé à en faire des cartes. On découvre, je pense, un système presque autonome, et clairement doté de suffisamment d'argent et de ressources énergétiques pour l'être. Et s'ils le voulaient — ce n'est pas le cas pour l'instant — la Chine, en particulier, ne veut pas dire au revoir à l'Amérique du Sud, avec qui elle réalise, je crois, soixante pour cent de son commerce économique aujourd'hui.

Mais s'ils le voulaient, ils pourraient très bien dire : bon, on trace une ligne au milieu de l'Atlantique, en passant par le couloir GIUK, tout droit jusqu'à l'Antarctique, et on dit : allez, dégagez. Nous, on va vivre de ce côté-là, parce qu'on a soixante, soixante-cinq pour cent de la population mondiale, à peu près la même part du PIB mondial. Et la plupart de cette richesse est produite, ou pourrait être entièrement produite, dans notre zone. Notre zone est immense, quand on y regarde de près. Là, je regarde cette ligne de chemin de fer qui arrive en Iran, celle qui va directement jusqu'à Téhéran. Et je regarde la carte. J'ai ma carte étalée devant moi. Il faut une pièce d'environ six mètres sur neuf pour pouvoir la déplier complètement, et même là, elle n'a pas le niveau de détail que j'aimerais avoir.

Mais je regarde ça, et je me dis : bon sang, regardez toutes les capitales que cette ligne de chemin de fer relie. Et écoutez un peu l'histoire de ces capitales... elles débordent d'histoire. Et maintenant, elles reviennent sur le devant de la scène. Elles sont de retour. Dans bien des cas, elles ont des

hôtels, par exemple — et Frankopan le souligne, puisqu'il y est allé récemment — des hôtels qui rivalisent avec tout ce qu'on trouve à Paris, à Berlin, à New York, à Los Angeles ou à San Francisco. Ils rivalisent, et même dépassent ces villes, à la fois par le luxe et par le prix d'une chambre. Et pourtant, il y a du monde. C'est plein à craquer. C'est la nouvelle Route de la Soie. C'est le nouveau monde de la construction.

#Glenn

Eh bien, c'est ça, l'idée plus large, celle qui suit ces grands axes de transport. C'est là que les civilisations se sont développées, que le pouvoir s'est concentré. Et puis, bien sûr, quand l'ancienne Route de la Soie a été interrompue, c'est là qu'ont émergé les puissances maritimes occidentales, il y a environ cinq siècles, en reliant le monde. Et c'est de là, évidemment, qu'est venue notre domination pendant ces cinq cents ans. Enfin... je parle ici au nom de l'Occident politique.

#Lawrence Wilkerson

Et ils ont aussi mis en place la structure économique, au moins pour moitié, qui a permis de sauver les possessions britanniques. Mais ils l'ont perdue : c'était la traite des esclaves.

#Glenn

Oui, mais maintenant, avec la reconnexion, ou plutôt la relance de l'ancienne Route de la Soie, non seulement à travers les corridors physiques, les chemins de fer et les ports, mais aussi avec la Route de la Soie numérique, et tout ce qui touche à la coopération industrielle, aux pôles technologiques, aux échanges via les banques, les systèmes de paiement, les monnaies nationales... C'est vraiment...

#Lawrence Wilkerson

Tout ça, c'est bien joli et plein de roupies.

#Glenn

Oui. Oui.

#Lawrence Wilkerson

La monnaie indienne... Et la monnaie russe, c'est quoi déjà ? J'ai un trou de mémoire.

#Glenn

Roubles.

#Lawrence Wilkerson

Des roubles. Oui, des roubles, des roupies et des yuans. Souvenez-vous de moi : gardez tout avec des R, que ça sonne bien. Roupies, roubles et renminbi.

#Glenn

Bon, laissez-moi poser une dernière question avant d'oublier. Parce que la riposte iranienne, et le fait de ne pas céder les eaux aux États-Unis, c'est quand même un développement majeur, on peut le dire. Est-ce que, selon vous, les Iraniens sont aujourd'hui plus prêts à attaquer directement des navires américains ? Jusqu'à présent, on a plutôt l'impression qu'ils visent surtout Israël et les États du Golfe. Est-ce que vous voyez un changement à ce niveau-là ?

#Lawrence Wilkerson

Je pense que c'est intelligent. Oui, vraiment, c'est intelligent. On a encore la capacité d'infliger beaucoup de dégâts militaires à l'Iran, rien qu'avec des bombes classiques, même si elles sont basiques, en y ajoutant un kit JDAM ou autre pour les rendre précises. Et l'Iran n'a pas besoin de subir ça, si elle peut l'éviter. Alors pourquoi le faire ? Si elle n'a pas le choix, je pense qu'elle le fera. Vous savez, j'ai vu des vidéos que je crois authentiques, montrant des frappes sur l'Abraham Lincoln, sur des destroyers et des croiseurs. Ce ne sont pas des frappes qui les coulent, mais elles touchent le CIC, le centre d'information de combat, et elles atteignent des zones cruciales de certains navires.

Regardez ce que fait le CENTCOM. Ils ne disent rien de tout ça au peuple américain. On n'entend parler d'aucune victime. Aucune victime humaine, en tout cas. Peut-être qu'il n'y en a pas eu, mais j'en doute très sérieusement. Et ils n'ont pas utilisé leurs missiles les plus puissants. C'est presque comme s'ils disaient : « Regardez ce qu'on peut faire si on le veut. On peut vous frapper. On peut traverser votre impressionnant dispositif de défense, qu'il soit en surface, sous la surface ou dans les airs. Et on peut vous atteindre. » S'ils tiraient un de ces missiles à hypervitesse, ou plutôt plusieurs, je pense que ce serait plusieurs, sur une cible majeure comme un porte-avions, ils pourraient le couler.

Ce serait, je pense, une toute nouvelle dimension dans ce conflit. Parce que Trump pourrait alors se tourner vers les Américains et dire : « Vous voyez, il y a cinq mille Américains morts. » Je ne sais pas... Je ne sais pas comment ça se passerait, je ne peux pas vraiment le prévoir. Je ne sais pas si les Américains seraient horrifiés et exigeraient qu'il sorte de cette guerre stupide, ou si, au contraire, ça les mettrait en colère — les partisans de MAGA, eux, sûrement — et qu'ils demanderaient qu'il largue une bombe nucléaire sur l'Iran ou quelque chose comme ça. Donc, à la place de l'Iran, je ne prendrais pas ce risque, pas si je pouvais faire autrement, avec des moyens qui causent moins de dégâts.

#Glenn

Désolé, je vais juste glisser une dernière question. D'après vous, qu'est-ce qu'Israël va faire maintenant ? Parce que la situation est vraiment compliquée. Et quand on entend des Israéliens dire que ça pourrait devenir une menace existentielle, franchement, ce n'est pas si exagéré. Le pays est traversé par de fortes divisions politiques. Il perd des alliés importants. Et il provoque certaines grandes puissances. J'ai vu dans le Financial Times aujourd'hui — même le Financial Times a écrit que Netanyahu, après trente ans à essayer d'obtenir une guerre avec l'Iran, a tout misé là-dessus... et a perdu. Et je trouve que ça résume bien la situation. Alors, qu'est-ce qu'Israël peut faire maintenant ?

#Lawrence Wilkerson

Je pense que tu as raison. J'ai regardé ce nouveau sondage du centre de recherche, mené auprès d'adultes dans trente-six pays. Je ne l'ai pas lu en entier, mais j'en ai lu assez pour me dire qu'il pourrait bien être juste. Soixante-sept pour cent des personnes estiment, pour la première fois dans ce type d'enquête, qu'Israël a tort — tort dans à peu près tout ce qu'il fait. Et je pense que ça reflète probablement, si c'est exact, une vraie évolution : trente-six pays, deux tiers des gens, c'est un vrai changement. Mais je ne sais pas si ça avance assez vite aux États-Unis pour que ça ait un impact réel sur la relation. En tout cas, pas assez vite pour changer quoi que ce soit d'ici deux mille vingt-quatre, ni pour ce qui se passera au Sénat.

#Glenn

Mais je ne sais pas.

#Lawrence Wilkerson

Je suis plus inquiet pour notre propre situation intérieure, et pour ce que Trump va faire si, en fait, les élections de mi-mandat tournent franchement contre lui et contre le Parti républicain. Et je dois dire que je me demande ce que la direction législative va faire, parce que je ne crois pas que le comportement de Trump, ni son côté plus autoritaire, soient très différents de ceux de Thune et de Johnson, les deux dirigeants. Pas vraiment. Le sénateur Thune peut-être un peu moins que Johnson, parce que Johnson est persuadé que l'Armageddon approche et que l'Enlèvement va avoir lieu. Ça influence profondément sa vision du monde, à mon avis. Mais je ne vois pas beaucoup d'opposition à ce que Trump fait. En réalité, je vois plutôt une sorte d'adhésion enthousiaste, en coulisses, chez mes anciens collègues républicains. Et ça, c'est aussi inquiétant pour moi que Trump lui-même. Donc, la situation intérieure de ce pays, pour l'instant, c'est pile ou face.

#Glenn

Eh bien, merci d'avoir partagé vos réflexions. On va s'arrêter là. Merci encore, et passez une excellente journée.

#Lawrence Wilkerson

Merci de m'accueillir au cœur de l'Europe.

#Glenn

Prends soin de toi.